

*Impôt sur les revenus pétroliers—Loi*

A cause du Programme énergétique national, cet argent s'est envolé en impôts. Il aurait prétendument été distribué en subventions dans le cadre du Programme d'engouragement du secteur pétrolier mais, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, ces subventions n'ont pas servi à trouver du pétrole. C'est ainsi que le pétrole classique s'épuise et que nous ne disposons toujours pas de pétrole synthétique. L'autosuffisance énergétique au plan national est vraiment un problème auquel nous, parlementaires, devons nous attaquer. C'est un problème beaucoup plus grave qu'on ne le croit.

En ce qui concerne le gaz naturel, le consommateur californien ne bénéficiera pas d'un meilleur prix, car les frais de transport sont très élevés. Certains acheteurs américains pourront peut-être payer un ou deux cents de moins le millier de pieds cubes, contre la garantie d'acheter d'énormes volumes pendant une période déterminée. Cela serait disponible également dans l'ouest du Canada si quelque distributeur voulait s'en donner la peine.

**M. Orlikow:** Madame la Présidente, j'ai une autre question à poser. Le député et ses collègues ont souvent dit que le gouvernement devrait se retirer du secteur énergétique et laisser jouer les forces du marché. Vu le prix actuel du pétrole dans le monde, toutes les sociétés privées aux États-Unis, au Canada, et dans d'autres pays n'ont-elles pas énormément réduit leurs activités de prospection? On ne saurait les en blâmer. Si elles sont en affaires, c'est pour réaliser un profit, et il n'y a certainement pas de profits à faire avec le pétrole au prix où il se vend actuellement dans le monde.

Si nous voulons commencer à planifier en prévision de l'époque où les réserves de pétrole conventionnelles dont il parle seront épuisées, et si nous voulons commencer à exploiter de nouveaux gisements au large du littoral atlantique, dans la mer de Beaufort, voire les sables bitumineux, le député ne pourrait-il pas reconnaître une fois pour toute que le régime de la libre entreprise ne donne pas et ne donnera pas les résultats escomptés? Ne pourrait-il pas reconnaître une fois pour toute qu'il faudra l'appui du gouvernement, vraisemblablement sous la forme d'un prix plancher, pour que les entreprises disposent de suffisamment d'argent pour poursuivre leurs activités? Si le député et son parti s'imaginent que le régime de la libre entreprise donne d'excellents résultats quand l'économie est en plein essor, ce dont je doute, ne pourrait-il pas reconnaître une fois pour toute qu'en période de marasme, comme c'est le cas actuellement pour le secteur énergétique, il faut la planification et l'appui du gouvernement pour obliger le secteur à faire le nécessaire?

**M. Thacker:** Madame la Présidente, il ne fait aucun doute que le gouvernement devra jouer un rôle à cet égard. Historiquement, notre parti ne s'est jamais soustrait à son rôle, qu'il s'agisse du CPR, d'Air Canada ou de toute autre société. Nous croyons que le gouvernement a un rôle à jouer mais le Programme énergétique national n'était pas le bon instrument. Dès le départ, il était fondamentalement déficient. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'efforce maintenant de mettre sur pied un programme sensé mais nous continuerons de respecter les lois du marché pour conserver toute la souplesse voulue. Dès que le gouvernement intervient, nous perdons de cette souplesse.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Une voix:** Le vote.

**M. Gauthier:** Madame la Présidente, j'avais l'impression que le député d'Edmonton-Sud (M. Edwards) devait prendre la parole. C'est ce qu'on m'avait dit. Je suis désolé de constater que certaines personnes...

**M. Lewis:** Il va parler.

**M. Gauthier:** Ou nous sommes d'accords et le député d'Edmonton-Sud prend la parole, ou il ne la prend pas. Dans ce dernier cas, je parlerai.

**M. Jim Edwards (Edmonton-Sud):** Madame la Présidente, je devrais d'abord expliquer d'où vient la surprise. C'est que lorsque j'ai vu Votre Honneur se lever, j'ai évidemment repris mon fauteuil.

Je suis heureux d'avoir la chance d'intervenir, quoique brièvement, dans ce débat. Comme on l'a déjà déclaré cet après-midi, nous assistons maintenant à la veillée funèbre d'un impôt sur lequel personne ne versera de larmes.

Je devrais faire une ou deux remarques sur la situation actuelle en Alberta. La conjugaison du Programme énergétique national et de la chute des prix mondiaux du pétrole font qu'il y a aujourd'hui dans cette province plus de 50 000 travailleurs de l'industrie du pétrole et du gaz en chômage. Il est vrai qu'après la mise en oeuvre de l'Accord de l'Ouest au printemps de 1985, cette année-là a été une année exceptionnelle dans le domaine du pétrole et du gaz en Alberta. On démontrait alors la récupération instantanée dont une industrie était capable sous un régime fiscal adéquat.

À la fin de 1985 et au début de 1986, lorsque les prix mondiaux du pétrole se sont effondrés, il apparaissait clairement que le dernier vestige du Programme énergétique national, soit l'impôt sur les revenus pétroliers, devait disparaître. Nous, les députés de l'Alberta avons poursuivi sans fléchir notre campagne pour le retrait de cet impôt et nous avons bien entendu l'appui de tous les secteurs de la société albertaine.

Les députés de l'Alberta ont pu compter sur l'appui des travailleurs, des entrepreneurs qui entretenaient les appareils de forage, des hôteliers que le ralentissement des activités pétrolières obligeait à fermer leur établissement. Les députés qui ont passé l'été dans leur circonscription ont entendu toutes sortes d'histoires pathétiques, à propos d'occasions perdues, de mariages rompus. Beaucoup de gens dont les ancêtres avaient immigré au Canada espéraient, au cours des deuxième et troisième générations, accumuler du capital et en laisser quelques vestiges, comme cela s'est fait dans d'autres régions du Canada. Tous ces espoirs ont été déçus.

● (1730)

On estime qu'en raison du Programme énergétique national, l'Alberta a perdu environ 95 milliards de dollars d'investissements. Une somme pareille montre que nous avons raté une chance unique.

Certains députés ont parlé de la situation au Manitoba au cours de ce débat. Ceux qui connaissent l'histoire de cette province n'ignorent pas que les fortunes réalisées dans le grain au début du siècle ont été réinvesties dans les assurances pendant